

Baudouin Long

L'Égypte de Moubarak à Sissi

Luttes de pouvoir
et recompositions politiques

Terrains
du siècle



- CEDEJ

Le soulèvement révolutionnaire de 2011 n'a pas abouti aux changements espérés par ses protagonistes. Toutefois, il a provoqué une rupture fondamentale et a constitué un moment clef de l'histoire contemporaine de l'Égypte.

La transition qui s'est ouverte après la révolution du 25 janvier s'est en effet rapidement muée en lutte de pouvoir entre différents acteurs : révolutionnaires, militaires, Frères musulmans, libéraux, salafistes, juges, policiers, coptes... De janvier 2011 à juillet 2013, l'Égypte a vécu une période d'effervescence politique marquée par des débats intenses et d'âpres rivalités pour la redéfinition des modalités d'exercice du pouvoir.

Cette période se caractérise par des problématiques spécifiques de politique intérieure et extérieure, nées ou réapparues à la faveur de la révolution, qui sont autant d'enjeux pour les acteurs prétendant exercer leur influence sur la construction d'une Égypte nouvelle.

Cet ouvrage propose une analyse des luttes et dynamiques inhérentes à la révolution et à la transition, en étudiant le rôle des divers acteurs politiques et les enjeux qui ont régi leurs interactions. Il montre *in fine* comment et pourquoi le processus révolutionnaire, après avoir permis l'accession au pouvoir des Frères musulmans, a abouti à une reconfiguration autoritaire en Égypte.

En analysant la transition enclenchée par la révolution et les recompositions qu'elle a produites, ce livre apporte un éclairage indispensable à la compréhension des grands problèmes politiques, économiques et sociaux de l'Égypte d'aujourd'hui et de demain.

Baudouin Long est chercheur associé au CEDEJ - Centre d'Études et de Documentation Économiques, Juridiques et Sociales, Le Caire, Égypte (MEAE/CNRS - USR 3123). Il a vécu près de quatre ans en Égypte où il a été journaliste freelance puis chargé de mission à l'ambassade de France au Caire.

Préface de Clément Steuer

Collection **Terrains du siècle**

Dirigée par Stéphane Devaux



ISBN : 978-2-8111-2561-5

KARTHALA sur Internet :

www.karthala.com

Paiement sécurisé

© Éditions Karthala, 2019

978-2-8111-2560-8

Photographie de couverture : © Baudouin Long,
20 avril 2013, place Tahrir, à l'angle de la rue Mohamed Mahmoud
et de la rue Qasr Al Aini

L'Égypte de Moubarak à Sissi

Luttes de pouvoir et recompositions politiques

Baudouin LONG

CEDEJ
23 rue Gamel el Din Abou el Mahasen
Garden City, Le Caire

Éditions KARTHALA
22-24 boulevard Arago
75013 Paris

PRÉFACE

Alors qu'Abdel Fattah Al Sissi a commencé cette année son second mandat présidentiel à la tête de l'Égypte, l'ouvrage de Baudouin Long arrive au bon moment pour faire découvrir au grand public, dans toute sa complexité, l'enchaînement des événements qu'a traversés ce pays depuis la chute de Hosni Moubarak. Ce livre est ainsi amené à occuper une place à part dans l'abondante littérature sur la question¹,

1. Outre les travaux cités *infra*, il convient de mentionner notamment l'important effort des théoriciens marxistes (Samir Amin, *The Reawakening of the Arab World. Challenge and Change in the Aftermath of the Arab Spring*, New York, Monthly Review Press, 2016; Brecht de Smet, *Gramsci on Tahrir. Revolution and Counter-Revolution in Egypt*, London, Pluto Press, 2016; Gilbert Achcar, *Le Peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe*, Paris, Sindbad/Actes Sud, 2013; et du même auteur, *Symptômes morbides. La rechute du soulèvement arabe*, Sindbad/Actes Sud, 2017) et de ceux des mouvements sociaux (Asef Bayat, *Revolutions without Revolutionaries. Making Sense of the Arab Spring*, Palo Alto, Stanford University Press, 2017; Reem Abou-El-Fadl (ed.), *Revolutionary Egypt. Connecting Domestic and International Struggles*, London, Routledge, 2015; Jeanne Sowers and Chris Toensing (eds.), *The Journey to Tahrir: Revolution, Protest and Social Change in Egypt*, London, Verso, 2012) pour replacer les événements dans un contexte historique et géopolitique plus large. De son côté, Samuli Schielke (*Egypt in the Future Tense. Hope, Frustration and Ambivalence before and after 2011*, Bloomington, Indiana University Press, 2015) offre une lecture complémentaire, en restituant le point de vue des Égyptiens ordinaires à partir d'une étude anthropologique de leur quotidien.

du fait de la capacité de son auteur à synthétiser les faits et à les rendre compréhensibles pour le non-spécialiste. Le présent volume restitue en effet l'analyse d'un observateur privilégié de l'Égypte de Mohammed Morsi depuis la position qu'il occupait alors auprès de l'Ambassade de France au Caire, avant que sa carrière ne l'entraîne Place Beauvau, puis à Bercy. Loin d'ignorer la recherche en sciences sociales cependant, sa vision des événements est nourrie d'un dialogue constant tant avec les chercheurs – et j'étais là, parmi d'autres au CEDEJ, pour en témoigner – qu'avec la littérature scientifique, dont l'appareillage critique qui accompagne ce livre illustre la profonde connaissance².

Par ailleurs l'ouvrage de Baudouin Long s'inscrit résolument dans les interrogations qui sont celles de la science politique, tournant le dos aux approches culturalistes. L'originalité du propos est qu'il se centre sur l'affrontement de différentes légitimités – et des acteurs qui les portent –, devenant progressivement inconciliables alors que les « échanges de coup³ » font monter les enchères. Le mode

2. L'ouvrage coordonné par Bernard Rougier – alors directeur du CEDEJ – et Stéphane Lacroix (*L'Égypte en révolutions*, Paris, PUF, 2015) est ainsi cité à maintes reprises, tout comme ceux de Laure Guirguis (*Égypte : Révolution et contre-révolution*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2014), d'Eric Trager (*Arab Fall: How the Muslim Brotherhood Won and Lost Egypt in 891 Days*, Washington, Georgetown University Press, 2016), et de Neil Ketchley (*Egypt in a Time of Revolution. Contentious Politics and the Arab Spring*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017), sans oublier le livre collectif dirigé par Pierre Puchot (*Les Frères musulmans et le pouvoir*, Paris, Galaade Éditions, 2014). L'auteur fait par ailleurs fréquemment référence à différents articles publiés dans la revue du CEDEJ, *Égypte Monde arabe*, ainsi que dans d'autres parutions scientifiques, que celles-ci soient généralistes ou relevant du domaine des « aires culturelles ».

3. Voir Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la FNSP, 1987.

d'exposition choisi⁴ – d'abord chronologique, thématique ensuite – présente l'avantage d'exposer la situation et les enjeux de manière didactique, tout en évitant le piège des répétitions. Les deux premières parties de l'ouvrage, suivant l'ordonnancement temporel des événements, permettent ainsi de rendre compte au mieux de la « fluidité » de la « conjoncture »⁵, tandis que la troisième partie revient en détail sur chacun des acteurs partie au conflit – et sur leurs transformations pendant la période étudiée –, et que la quatrième et dernière partie examine les enjeux – tant domestiques qu'internationaux – de ces affrontements. Bien loin de céder à la tentation d'expliquer rétrospectivement⁶ l'issue de cette lutte par le recours à une causalité diabolique, Baudouin Long montre au contraire comment la situation actuelle a émergé des choix antagoniques des acteurs, dont aucun n'était en mesure – en tout cas pas durant la période 2011-2013 – de contrôler la situation. Qui pouvait ainsi par exemple prévoir que la campagne de critiques lancée par l'opposition durant l'hiver 2012 contre les Frères musulmans alors au pouvoir allait déboucher sur une véritable chasse aux sorcières quelques mois plus tard?

Le présent volume s'inscrit donc – tant par son objet que par les références et la grille de lecture mobilisées – dans la lignée des travaux entrepris par la communauté des chercheurs en sciences sociales en Égypte, et dont le CEDEJ peut s'enorgueillir de constituer l'un des pôles d'animation, aux côtés d'autres institutions françaises (Institut de recherche pour

4. Qui n'est pas sans similitudes avec celui utilisé par Cherif Bassiouni dans son monumental ouvrage publié il y a peu (*Chronicles of the Egyptian Revolution and its Aftermath: 2011-2016*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017).

5. Sur la notion de « conjoncture fluide », voir également M. Dobry, *op. cit.*

6. Il est notoire que la proverbiale boule de cristal des chercheurs en sciences sociales ne leur permet guère de ne prévoir que le passé.

le développement, Laboratoire mixte international ÉtatRar), égyptiennes (Faculté d'économie et de science politique de l'Université du Caire, Centre d'études politiques et stratégiques d'*Al-Ahrâm*) ou autres (American University in Cairo, International Crisis Group, Orient Institut Beirut, etc.). Toutes ces qualités en font une lecture indispensable pour quiconque s'intéresse aux transformations en cours dans ce pays pivot du monde arabe.

Prague, le 11 septembre 2018

Clément Steuer

Politiste, anciennement responsable du pôle
« Gouvernance et politiques publiques » du CEDEJ

AVERTISSEMENT

Il a été choisi une translittération non savante des termes arabes afin de faciliter la lecture au plus grand nombre.

Les références situées en bibliographie sont mentionnées dans le corps du texte de la manière suivante : (auteur année : page). N'ont été retenus pour figurer sous cette forme que les travaux de recherche (ouvrages, articles) ainsi que les rapports d'institutions officielles.

Ce travail et les analyses développées dans cet ouvrage ne sauraient engager en aucune manière mes employeurs passés ou actuels.

REMERCIEMENTS

Je souhaiterais remercier tout particulièrement et en premier lieu le CEDEJ et sa directrice Karine Bennafla qui a tant fait pour permettre la co-publication de cet ouvrage ainsi que les éditions Karthala et Xavier Audrain pour leur confiance.

Ce livre n'aurait pas vu le jour si je n'avais eu l'opportunité de travailler en Égypte, d'y apprendre l'arabe, d'y vivre et d'y voyager. Je voudrais donc remercier les institutions et leurs responsables qui m'ont accueilli et m'ont tant appris : le Département d'Enseignement de l'Arabe Contemporain où j'ai bénéficié d'une bourse du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ainsi que l'ambassade de France en Égypte où j'ai occupé un poste d'observation privilégié et stimulant de la politique égyptienne.

Un grand merci à Louise Sarant et Lina Attalah pour m'avoir permis de travailler dans un environnement aussi formateur que la rédaction de ce qui n'était encore que l'édition anglaise d'*Al Masry Al Youm*.

Une mention spéciale doit être faite à l'Institut Dominicain d'Études Orientales où j'ai toujours trouvé un lieu de paix, si rare au Caire, une atmosphère d'ouverture, de partage et de passion. Merci en particulier à Jean-Jacques Pérennès, Philippe Verdin, Jean Druel et René-Vincent du Grandlaunay.

Je voudrais remercier tous ceux qui m'ont permis de pénétrer dans l'intimité d'une Égypte qu'ils m'ont fait aimer. Pour leur amitié qui m'est précieuse : Antonious, Charles, Marina, Sameh, Ahmed F., Madeleine, Maryse, Ahmed B., Ahmed C. Ahmed S. et Youssef.

Un immense merci enfin à ceux qui ont accompagné l'élaboration de ce livre de leurs conseils, remarques, corrections et relectures : Vincent Mialet, Clément Steuer, Alexis Blouët, Youssef El Chazli, Bernard Long, Philippe Verdin et Karine Bennafla. Merci également à Fatiha Bouzidi pour le remarquable travail de mise en page

Rien de tout ceci n'aurait été possible sans la présence, le soutien, l'aide et la patience de mon épouse Estelle.

La publication de cet ouvrage a bénéficié du soutien de la Direction régionale Moyen-Orient de l'Agence Universitaire de Francophonie (AUF).

INTRODUCTION

En janvier et février 2011, les chaînes de télévision du monde entier ont retransmis en direct les images du soulèvement de centaines de milliers d'Égyptiens contre le président Hosni Moubarak. Pendant dix-huit jours, du 25 janvier au 11 février, les manifestants sont descendus dans la rue pour crier : « Dégage, Moubarak ! ». Ils ont affronté les forces de l'ordre, occupé la place Tahrir et attendu que le président fléchisse. Sa déposition par un groupe de généraux a provoqué une immense explosion de joie parmi les révolutionnaires sur la symbolique place Tahrir. Le 11 février 2011, trente années du régime de Moubarak ont pris fin, ouvrant la voie à une transition dirigée par l'armée. Mais l'exercice du pouvoir par les militaires s'est avéré délicat. Ils n'ont pas tenu leur promesse initiale de remettre le pouvoir à des autorités élues sous six mois. Le paysage politique s'est rapidement transformé, permettant l'émergence de nouveaux acteurs mais dans des équilibres incertains. La transition s'est mue en une lutte de pouvoir. Chacun a essayé d'influencer les évolutions en cours. Les généraux et les Frères musulmans ont accaparé ce jeu tandis que les acteurs ayant émergé après les dix-huit jours de contestation ne sont pas parvenus à s'imposer. Durant cette période chaotique, ponctuée de violences et d'incertitudes, la situation économique et sécuritaire s'est progressivement dégradée. À mesure que les dynamiques révolutionnaires se sont radicalisées, le désir de retour à l'ordre l'a emporté sur l'aspiration au changement au sein de la société égyptienne. Moins d'un an et demi après le début de la révolution, en juin 2012, un nouveau président issu des Frères musulmans, Mohamed Morsi, est élu. L'armée quitte le pouvoir. Une

nouvelle constitution est ratifiée par référendum. Toutefois, le retour à la stabilité ne se produit pas. La rue continue à s'embraser régulièrement et les scènes de violences se répètent sans qu'aucune autorité ne parvienne à les enrayer. En juin 2013, Mohamed Morsi, accusé par ses détracteurs d'être pire que le dictateur déchu, est contesté par une large part de la société. À l'issue d'immenses manifestations demandant son retrait, il est déposé par l'armée le 3 juillet 2013. Ce coup d'État « révolutionnaire » clôt une période d'intenses débats politiques en Égypte et conduit à une reprise en main autoritaire du pays. En juin 2014, près de trois ans et demi après la déposition de Moubarak, un militaire, le maréchal Abdel Fattah Al Sissi, accède à la présidence de la république. La révolution du 25 janvier 2011, les feux d'artifices saluant la chute de Moubarak et les espoirs de la jeunesse égyptienne paraissent loin. La transition s'est achevée.

Depuis 2011, une abondante littérature a étudié les mouvements de protestation qui ont traversé les pays arabes, leurs origines, leurs conséquences, leurs spécificités, ainsi que les périodes de transition qui ont suivi les moments révolutionnaires. Un grand nombre de publications a abordé les soulèvements populaires dans leur ensemble. Elles ont apporté des grilles d'analyse et des clefs de lecture de ces événements et leurs suites, et ont permis d'en distinguer les similitudes ou d'en différencier les singularités (voir par exemple : Filiu 2011 ; Béchir Ayari et Geisser 2011). À mesure que ces événements ont été contenus, réprimés, qu'ils ont débouché sur des processus de transition, ou se sont transformés en conflits civils, les phénomènes révolutionnaires ont fait l'objet de très nombreux travaux.

La révolution égyptienne n'a pas échappé à cette profusion. Chercheurs, journalistes et écrivains ont commenté, analysé, décrypté la révolution, la transition, l'expérience islamiste et la reprise en main par l'armée. Ces travaux ont souvent porté sur la mobilisation populaire, ses origines, ses manifestations, ses dynamiques ou ses acteurs (El Chazli,

2012; Gunning et Baron 2013; Ketchley 2017). D'autres recherches se sont concentrées sur les différents acteurs de la révolution et de la transition : révolutionnaires, islamistes, militaires, juges (Hokayem 2016). Une part significative des travaux sur l'Égypte post-révolutionnaire a concerné les courants islamistes, et en particulier la trajectoire des Frères musulmans. Ils ont tenté d'expliquer les raisons de leur échec puisque la confrérie est parvenue au pouvoir en 18 mois et a été chassée en moins d'un an (Vannetzel 2015a et 2015b; Trager 2016). De l'autre côté du spectre islamiste, les salafistes, dont l'importance a été mise en lumière lors de la transition, ont également fait l'objet de plusieurs études (Lacroix 2012; Caillet 2013). Le rôle des militaires a été commenté principalement en langue anglaise mais est quasiment absent des publications francophones (Kandil 2013). Enfin, différents aspects de la révolution et de la transition ont été discutés dans de nombreux articles et ouvrages, qu'il s'agisse du rôle des acteurs, des aspects juridiques et constitutionnels, des débats de la transition, ou encore des élections de la révolution (Steuer 2013).

Quelques ouvrages consacrés spécifiquement à l'Égypte ont adopté une approche globale de la période révolutionnaire et transitionnelle. On notera, en langue française, l'ouvrage collectif dirigé par Bernard Rougier et Stéphane Lacroix qui offre plusieurs contributions sur des thèmes majeurs (Rougier et Lacroix 2015), et l'ouvrage de Laure Guirguis qui présente une lecture chronologique de la révolution et de la transition, abordées sous l'angle d'une lutte entre révolution et contre-révolution (Guirguis 2014).

Le présent ouvrage entend contribuer aux travaux déjà publiés en proposant une étude rigoureuse mais accessible des luttes et enjeux politiques inhérents à la révolution égyptienne et à la période de transition qu'elle a enclenchée. L'objectif est d'offrir une analyse qui permette d'en comprendre le déclenchement, le déroulement, l'impact et l'aboutissement. Il s'agit également de mener une réflexion approfondie et nuancée sur la signification politique de la

révolution et de la transition ainsi que sur la complexité des interactions entre les acteurs, sans s'inscrire dans une logique qui opposerait révolutionnaires et contre-révolutionnaires, islamistes et militaires, libéraux et conservateurs. Ce travail permet de comprendre la rupture qu'a constituée la révolution pour l'Égypte et d'appréhender les défis qui se présentent à elle à l'issue de la période de transition.

Quelques éléments de réflexion préalable sur la révolution et la transition sont nécessaires afin de poser le cadre de l'analyse que propose ce livre. Bien qu'il s'agisse plutôt, à proprement parler, d'une « situation révolutionnaire », on qualifiera de « révolution » les dix-huit jours de soulèvement populaire du 25 janvier au 11 février 2011. Même si son issue n'a pas nécessairement été révolutionnaire, c'est sous cette dénomination que cette période a été désignée en Égypte par ses protagonistes¹. Ils revendiquent pour eux-mêmes cette qualité de « révolutionnaire ».

Depuis les années 2000, l'âge avancé d'Hosni Moubarak laissait présager une passation de pouvoir. Lorsqu'éclate la révolution, analystes, diplomates et chercheurs élaboraient depuis plusieurs années des scénarios de transition. La révolution n'a fait qu'accélérer l'avènement de la période de transition et l'inévitable conflit qui devait opposer les Frères musulmans, principale force d'opposition, l'armée et le régime². Toutefois, ces scénarios ont été bouleversés par la révolution, facteur déclencheur de la transition, inattendu et

1. À cet égard, on se référera aux travaux de Youssef El Chazli et de Neil Ketchley, utilisant la définition de Charles Tilly de révolution et moment révolutionnaire (El Chazli 2012 ; Ketchley, 2017 : 5-6).

2. Tewfik Aclimandos et Hugh Roberts prévoient en 2007 que la succession d'Hosni Moubarak ferait l'objet d'une confrontation entre le clan réuni autour de son fils Gamal, l'armée et les Frères musulmans (conférence donnée au Centre culturel français du Caire le 5 décembre 2007 dans le cadre d'un séminaire d'études du Centre des Hautes Études Militaires).

incontournable. La révolution crée en effet les conditions d'une restructuration du paysage politique et d'une transformation des rapports politiques. La contestation de l'ordre établi préfigure la reconstruction d'un nouvel ordre pour lequel différentes forces et acteurs politiques ou sociaux vont entrer en compétition. La transition apparaît donc comme une période de confrontation entre des acteurs politiques qui entendent peser sur la reconfiguration des modalités d'exercice du pouvoir et de pratique du politique en Égypte. Au sein de cette confrontation, le facteur révolutionnaire joue un rôle déterminant, non seulement en tant qu'élément déclencheur mais également par sa capacité à peser sur la transition. La révolution suscite en effet l'émergence de nouveaux acteurs et de nouveaux enjeux. Les révolutionnaires, leurs revendications, leurs discours, mais également leurs répertoires d'action s'imposent dans le débat public qui préside la transition.

Plusieurs angles peuvent être utilisés pour aborder la transition. Elle peut être considérée comme un test pour la démocratie avec la tenue des premières élections réellement démocratiques en Égypte (Steuer 2013). Elle peut être vue sous l'angle d'une opposition entre une dynamique révolutionnaire et une dynamique contre-révolutionnaire (Guirguis 2014). Certains travaux insistent sur le rôle prépondérant de l'armée et des structures sécuritaires (Kandil 2013), ou encore sur l'expérience islamiste du pouvoir (Trager 2016). D'autres se sont intéressés aux débats institutionnels et juridiques qui ont entouré le processus de transition et la définition de l'État dans l'Égypte post-Moubarak (Blouët et Steuer 2015). La période de transition qui s'ouvre après le renversement d'Hosni Moubarak est en effet traversée par plusieurs dynamiques et chacun de ces aspects entre en jeu. Nous nous proposons d'examiner les enjeux de pouvoirs et les interactions entre acteurs politiques qui ont résulté de la révolution, dans une perspective de compréhension globale de la transition égyptienne. Cet ouvrage s'intéresse donc aux acteurs, à leur stratégie, aux

jeux d'alliance, à leurs motivations, leurs discours et surtout à leurs actions et à leurs interactions. Il identifie les facteurs déterminants de cette lutte de pouvoir et définit les enjeux qui sont nés de la révolution et de la transition. L'attention est également portée sur la sociologie des acteurs et sur l'idéologie qu'ils véhiculent dans la mesure où elles influencent leurs actions. Cependant, nous proposons une lecture politique plutôt qu'idéologique, postulant notamment que les ressorts essentiellement politiques orientent l'action des acteurs. Une telle approche vise à éviter de tomber dans le piège d'une lecture purement déterministe de l'action des acteurs islamistes par exemple, mais également de leurs détracteurs, sans nier la dimension parfois structurante des idéologies³. Cette lecture politique veut explorer la complexité du phénomène révolutionnaire ainsi que ses répercussions sur la scène politique égyptienne, son insertion dans un contexte politique particulier et son impact sur les processus politiques en Égypte. Il s'agit enfin d'analyser l'échec de la transition qui aboutit à un nouveau régime autoritaire.

Les luttes de pouvoir qui ont traversé la transition s'exercent à plusieurs niveaux. Ce sont en premier lieu des rivalités pour l'exercice direct du pouvoir, par l'intermédiaire du contrôle des structures étatiques, qu'elles soient administratives, judiciaires ou élues. Les élections, un coup d'État ou une décision de justice sont des moyens pour atteindre, conserver ou confisquer ce contrôle. L'exercice direct du pouvoir est recherché par les acteurs classiques, dont le monopole de la scène politique est quasi-inexpugnable : les partis politiques, les Frères musulmans ou la *Dawa Salafiya* dont les activités dépassent largement le cadre d'un simple parti politique, ou encore l'armée, à certains moments

3. Comme le préconise François Burgat, il s'agit de chercher les « causalités sociales et plus encore politiques » des actes des acteurs politiques (Burgat 2016 : 12).

seulement. Ensuite d'autres acteurs ont cherché à contrôler indirectement le pouvoir. Ainsi, l'un des buts principaux de l'armée pendant la transition est d'exercer une emprise sur les institutions étatiques et de préserver son indépendance vis-à-vis de l'exécutif. Les acteurs politiques ou les groupes d'intérêt veulent également préserver leurs acquis, politiques ou économiques, ou les étendre, sans nécessairement chercher à contrôler l'ensemble des structures de pouvoir. Certains acteurs s'engagent ainsi dans le processus de transition afin de défendre les intérêts ou les droits d'un groupe particulier. C'est le cas par exemple de certains militants coptes. Pour de nombreux acteurs enfin, notamment certains acteurs révolutionnaires, l'enjeu principal n'est pas tant le contrôle, direct ou indirect, du pouvoir que la capacité à influencer le processus de transition et la redéfinition en cours de la nature du régime et des institutions.

Quels que soient les objectifs des différents acteurs, les enjeux de pouvoir s'avèrent souvent symboliques. À cet égard, la question de la légitimité se dégage avec constance et insistance des rivalités nées de la révolution et apparaît comme l'un des enjeux majeurs de la transition. La légitimité – le terme est prononcé des dizaines de fois dans le dernier discours de Mohamed Morsi la veille du coup d'État du 3 juillet 2013 – peut s'analyser *in fine* comme la capacité à peser sur la formation de l'Égypte nouvelle qui doit émerger de la transition. Les différents acteurs se disputent l'appropriation et l'instauration d'une légitimité propre, dont ils entendent être les seuls dépositaires. Les luttes de pouvoir qui se déroulent entre la chute de Moubarak et la reprise en main finale par les forces armées égyptiennes sont donc traversées par une dynamique de revendication de la légitimité, dont la source varie selon les acteurs et selon les circonstances. La légitimité peut être tirée de l'action révolutionnaire, c'est la légitimité de la rue. Elle peut naître des élections, c'est la légitimité des urnes. Elle peut émaner de la Loi, de la gouvernance ou encore de la violence.

Ici se dégage une autre caractéristique de la transition : l'effervescence de la scène politique post-révolutionnaire engendre non seulement un éclatement du champ politique mais également des prises de position irréconciliables, chaque acteur refusant toute concession et s'arc-boutant sur sa propre légitimité. Légitimité acquise en chassant Moubarak pour les révolutionnaires, en gagnant les élections pour les Frères musulmans, en garantissant la stabilité pour l'armée, en appliquant le respect du Droit pour les juges, etc. Au terme de la transition, l'incapacité de chaque acteur à reconnaître une autre légitimité que la sienne propre aboutit à une polarisation de la scène politique et à un échec de la transition. Le processus mis en place après la chute de Moubarak, qui a abouti à l'élection de Mohamed Morsi, est interrompu par les manifestations de juin 2013 et le coup d'État de juillet 2013. Le coup d'État met fin à l'expérience des Frères musulmans au pouvoir ainsi qu'à la première expérience démocratique de l'Égypte.

Cet ouvrage se divise en quatre parties. La première partie consacrée à la révolution présente le contexte dans lequel elle éclate. Dans une société à bout de souffle, minée par l'exacerbation de l'autoritarisme et l'inflexion néo-libérale des années 2000, l'État perd progressivement sa légitimité, en raison notamment de la violence exercée sur les citoyens par l'appareil policier. La violence exercée par l'État devient un objet de contestation par le peuple en révolution. Cette partie analyse ensuite la manière dont le mouvement de protestation a abouti à la chute de Moubarak.

La deuxième partie reprend de manière chronologique les luttes de pouvoir qui ont marqué la transition et permet d'en comprendre la complexité. De février 2011 à juillet 2013, plusieurs séquences se chevauchent. La transition est initialement prise en main par les militaires qui promettent de laisser le pouvoir à des autorités civiles élues sous six mois. Dès cette période, les forces révolutionnaires sont évincées du processus de transition. Elles ne sont pas en mesure d'accéder au pouvoir, pas même dans un gouvernement de transition, ni de

siéger en majorité dans une assemblée élue et notamment dans les instances de rédaction de la constitution. Leur légitimité révolutionnaire s'étiole au profit de la légitimité des urnes. La séquence électorale s'impose et marque la fulgurante ascension des Frères musulmans. Une troisième période débute avec l'élection de Mohamed Morsi à la présidence de la république. La scène politique se polarise alors entre partisans et opposants au président issu de la confrérie. La transition s'achève avec la destitution de Mohamed Morsi qui entérine la fermeture du champ politique et le retour de l'autoritarisme.

Une troisième partie consacrée aux évolutions de la scène politique égyptienne post-révolutionnaire présente les principaux acteurs de la transition. L'impact de la révolution sur les acteurs politiques, la rationalité et les motivations de leurs actes ainsi que leur rôle dans la transition y sont exposés. Les luttes de pouvoir et les nouvelles configurations créées par la révolution et la transition ont également une incidence sur les acteurs eux-mêmes. Ces derniers, loin de former des blocs monolithiques, sont traversés par d'importants débats nourrissant des divergences ou des clivages internes mis en lumière ou suscités par le contexte révolutionnaire.

Enfin, la quatrième partie analyse les grandes problématiques de politique intérieure et extérieure, nées ou réapparues à la faveur de la révolution et leurs répercussions sur les luttes de pouvoir de la transition. De la hausse de l'insécurité à la remise en question de l'alliance américaine, ce sont autant d'enjeux pour les acteurs prétendant exercer leur influence sur la construction d'une Égypte nouvelle.

1^{re} PARTIE

LA FIN DE L'ÈRE MOUBARAK

Le soulèvement populaire égyptien de janvier et février 2011 et la chute du président Hosni Moubarak ont surpris chercheurs, journalistes et diplomates. Alors que les maux dont souffre l'Égypte sont connus depuis longtemps, alors que le président tunisien Ben Ali a quitté précipitamment la Tunisie dix jours plus tôt, le 14 janvier 2011, personne n'ose imaginer la reproduction d'un tel scénario en Égypte. La surprise créée par le soulèvement égyptien tient au fait que le moment révolutionnaire est l'aboutissement de plusieurs dynamiques qui convergent et se « télescopent » bien qu'elles soient d'ordre, de nature et de temporalité différentes (Guirguis 2014 : 2). Plusieurs approches – historique, politique, socioéconomique – doivent donc être conjuguées pour mieux appréhender la complexité du phénomène révolutionnaire.

La révolution du 25 janvier 2011 naît dans un contexte particulier et propice. Elle éclate dans une Égypte épuisée par plusieurs décennies de régime autoritaire, par trente ans de règne d'Hosni Moubarak et par le sentiment de lassitude générale face à l'absence de progrès sociaux, politiques ou économiques. En dépit des annonces triomphales du gouvernement, les mesures et réformes constamment entreprises ne sont jamais suivies de retombées concrètes. À la stagnation politique s'ajoutent les difficultés économiques et la paupérisation croissante de la population égyptienne tandis qu'une minorité corrompue s'enrichit. Derrière les apparences d'un pays courtisé par les touristes et les investisseurs étrangers, l'Égypte est le théâtre d'une violence d'État de moins en moins supportable. Le régime policier et ses corollaires – intimidation, arrestations arbitraires, torture, surveillance généralisée – ont des implications sur la vie quotidienne des citoyens. En outre, la révolution survient dans une ambiance de fin de règne. Depuis plusieurs années, la question de la succession se pose avec acuité ; tandis que l'âge avancé du président et l'ascension d'une nouvelle caste dirigeante donnent lieu à des luttes internes dans les cercles de pouvoir en vue de la succession, la seule opposition crédible est celle des Frères musulmans. Leur visibilité croissante sur la

scène politique cache la montée en puissance d'une contestation distincte de l'opposition traditionnelle et dont le rôle est déterminant dans la préparation de la révolution. Enfin, au cours des quelques mois précédant la révolution une série d'événements provoque le déclenchement soudain d'une irruption de colère populaire.

Moment historique majeur, les dix-huit jours de soulèvement populaire, du 25 janvier au 11 février 2011, sont d'une ampleur inédite en Égypte. Non seulement la mobilisation rassemble bien au-delà des seuls militants habituels, mais elle est également inédite par le caractère apolitique et unanime des réclamations portées par les révolutionnaires. La révolution du 25 janvier 2011 devient le mythe fondateur d'une nouvelle génération de militants qui n'auront de cesse de vouloir répéter la belle unité de Tahrir alors que l'unanimité révolutionnaire aura disparu derrière les luttes partisans de la transition. Au cours de ces dix-huit jours se met également en place une nouvelle manière de faire de la politique et de revendiquer, qui sera souvent reprise pendant les années suivantes (Ketchley 2017 : 10).

L'ÉGYPTE DANS UNE AMBIANCE DE FIN DE RÈGNE À LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION

Le contexte dans lequel survient la révolution du 25 janvier 2011 se caractérise par une stagnation, voire une dégradation, de la situation socio-économique et politique depuis une trentaine d'années. L'État, la société et l'économie sont minés par l'incurie des gouvernants depuis Nasser et sont dans un état déplorable à la fin de la longue présidence d'Hosni Moubarak (Springborg 2018 : 32-35). Le régime autoritaire mis en place dans la deuxième moitié du ^{xx}e siècle subsiste grâce au verrouillage de la scène politique qui prévient tout espoir d'évolutions institutionnelles. Ce régime s'appuie sur le contrôle étroit de la société permis par un appareil policier répressif dont la violence atteint tous les citoyens. L'âge avancé de Moubarak laisse préfigurer quant à lui une transition prochaine, qui donne lieu à des luttes intestines au sommet de l'État, dont sont exclus par avance les Égyptiens. Au-delà de ces éléments de contexte socio-économiques et politiques, plusieurs dynamiques ayant conduit au déclenchement de la révolution peuvent être identifiées : des dynamiques socio-politiques récentes telle que la montée de nouvelles formes de mobilisations politiques au cours de la décennie 2000-2010, puis une série d'événements déclencheurs dans les mois précédant la révolution a abouti à la mobilisation massive de janvier et février 2011.

Une société à bout de souffle

À la veille des soulèvements populaires de janvier 2011, la société égyptienne est gangrenée par les difficultés économiques, sociales et politiques. Hosni Moubarak est président de la République depuis 1981. Les semblants de réformes continuellement engagés n'ont pas suffi à résoudre en profondeur les maux du pays. L'immobilisme est devenu le maître mot du régime, masqué par un activisme théâtral que relaie quotidiennement la presse gouvernementale. Chaque jour les « unes » déversent leur logorrhée à la gloire des réalisations du *raïs*¹ Moubarak qui inaugure, discours, lance des projets de modernisation, visite des chantiers et travaille sans repos pour son peuple. Mais le tableau réel, « l'envers du décor », est plus sombre (Pommier 2008). En dépit des tentatives de libéralisation de l'économie menées par Hosni Moubarak, la pauvreté s'est considérablement accrue au cours des années 2000². En outre, l'expansion démographique et la mauvaise gestion du pays ont drainé leurs contingents de problèmes, qu'il s'agisse du logement, de l'urbanisation incontrôlée qui rogne sur les terres agricoles, des questions sanitaires ou du chômage endémique, en particulier chez les jeunes. L'administration est ravagée par la corruption et l'incompétence. L'incurie des organismes étatiques est la source de dysfonctionnements majeurs, voire de

1. Président.

2. Selon la Banque mondiale, de 2000 à 2011, le ratio de la population pauvre en fonction du seuil de pauvreté national est passé de 16,7 % à 25,2 % de la population. Il existe cependant plusieurs méthodes pour calculer le seuil de pauvreté, celle qui est utilisée par la Banque mondiale depuis 2000 l'est sur la base du seuil monétaire dit « bas ». S'il avait été calculé en fonction du seuil de pauvreté monétaire dit « élevé », il dépasserait probablement les 40 %. Par ailleurs 14 % de la population est touchée par l'insécurité alimentaire en 2009 (17 % en 2013) selon le Programme alimentaire mondial des Nations Unies.

situations catastrophiques qu'il s'agisse du système hospitalier, de l'éducation, des transports routiers ou ferroviaires, de l'urbanisme ou encore de la gestion des déchets³. Les inégalités sociales, générationnelles et régionales sont également élevées. Les régions rurales sont fortement touchées par la pauvreté et le manque d'infrastructures. À la veille de la révolution, l'humeur égyptienne est au pessimisme et à la lassitude résignée. Les conditions de vie sont de plus en plus difficiles. Toute évolution paraît bloquée, tout changement illusoire.

Un régime autoritaire

Malgré les difficultés internes, le régime se maintient sans que rien ne laisse présager son effondrement, grâce à un contrôle étroit de la société et de la vie politique. Ce régime autoritaire se ménage néanmoins une façade démocratique à travers une constitution qui garantit officiellement les droits et libertés fondamentales, avec des élections, des syndicats, une magistrature indépendante, une relative liberté de la presse et un multipartisme officiel.

Dans les faits, le Président contrôle l'exécutif. Il nomme le Premier ministre, qui sert de « fusible » institutionnel, les ministres régaliens, le chef de l'armée, celui des services de renseignement, les directeurs des universités d'État et les gouverneurs. Le système tient en équilibre par une ingénieuse mise en compétition des centres de pouvoir : les forces armées, les différents organes de sécurité (en particulier le ministère de l'Intérieur), le Parti National Démocratique (PND) et, depuis les années 2000, une classe d'affaires libérale proche du parti. La corruption se marie de manière intrinsèque à ce système fondé sur la cooptation et la nomination des élites sociales.

3. Pour une étude détaillée de la société égyptienne avant la révolution de 2011, voir l'ouvrage dirigé par Vincent Battesti et François Ireton (Battesti et Ireton 2011).

Le pouvoir législatif est verrouillé par le Parti National Démocratique⁴ dont Hosni Moubarak est le président. Les partis d'opposition sont autorisés, mais dilués et neutralisés. Ils n'ont en réalité aucun pouvoir. Pour survivre ils ont dû se compromettre, accepter de jouer un jeu pipé et devenir un rouage du système. En dehors du PND, la seule force politique capable de s'organiser, parce que ses activités dépassent largement le cadre du politique, est l'organisation des Frères musulmans. Cette dernière a réussi à obtenir 20 % des sièges aux élections législatives de 2005⁵. Fondée en 1928, passée par plusieurs phases de répression, elle est « interdite mais tolérée » selon l'expression consacrée. Face aux Frères musulmans, l'attitude du régime est ambivalente. D'une part, il exerce une forte pression, les soumettant à un étroit contrôle sécuritaire et à une répression cyclique. D'autre part, il leur laisse une certaine marge de manœuvre et une visibilité qui lui permettent notamment de se poser en rempart face à l'islamisme.

Un État policier et violent

Un facteur joue plus encore dans la montée de la colère des Égyptiens : l'omniprésence de l'appareil policier dont la violence contribue largement à délégitimer l'État en tant que détenteur du monopole de la violence légitime. La police égyptienne est toute puissante et ses pouvoirs n'ont cessé de se renforcer depuis les années 1990, sous couvert de lutte contre le terrorisme jihadiste. La loi sur l'état d'urgence, en vigueur depuis l'assassinat du président Sadate en 1981, permet de réprimer les opposants politiques en s'affranchissant des tribunaux civils et des règles de détention classiques. Mais loin de toucher les seuls opposants, la violence de l'État policier a un impact sur la vie quotidienne des Égyptiens. La

4. Créé en 1978 par Anouar Al Sadate.

5. Les députés de la confrérie se sont présentés sous étiquette indépendante. Le PND a néanmoins conservé 68 % des sièges.

police égyptienne fait régner la terreur. La surveillance est généralisée grâce aux 100 000 fonctionnaires de la très crainte police politique, la Sûreté de l'État, *amn al daoula*. Les commerçants ou les chauffeurs de taxi sont victimes d'extorsions en plein jour par les agents de police. L'usage de la torture est répandu bien au-delà des geôles de la Sûreté de l'État; dans les commissariats ou dans la rue, la police peut torturer ou tuer dans une impunité quasi-totale⁶. Les divulgations de cas de corruption et de torture se multiplient dans les années 2000. En septembre 2007, la presse égyptienne révèle par exemple qu'un garçon de 14 ans est mort des coups infligés dans un commissariat de police où il était détenu pour avoir volé un sachet de thé. La contestation gronde de plus en plus ouvertement contre les abus de la police qui provoquent des émeutes régulières. Ainsi, en décembre 2008, des émeutes éclatent à Assouan après l'assassinat d'un homme par un policier et près de 2000 personnes descendent dans la rue pour protester contre les violences policières⁷. Les manifestations de juin 2010 à l'occasion de la mort de Khaled Saïd (cf. infra) seront, avant la révolution, l'expression la plus visible de ce rejet de la violence étatique. Elles seront également les prodromes du soulèvement révolutionnaire.

6. L'auteur a ainsi rencontré, en 2007, dans un hospice tenu par des religieuses, un homme qui, après avoir été torturé par la police, a été rejeté dans la rue mutilé à vie : estropié, brûlé à l'acide et castré. Aux responsables de l'hospice, les policiers avaient enjoint le silence sous peine de représailles.

7. Doaa Khalifa, « Tableau peu reluisant », *Al-Ahram hebdo*, 3 décembre 2008.

Fin de règne et succession

Depuis le milieu des années 2000, la question de la succession du président Moubarak se pose avec insistance. Alors que le président, né en 1928, est âgé et malade, et qu'il effectue régulièrement des séjours en Allemagne pour se faire soigner, l'Égypte vit dans une ambiance de fin de règne. Moubarak n'a pas, contrairement à ses prédécesseurs, de vice-président qui pourrait lui succéder en cas de mort inopinée. Mais la montée fulgurante de son fils Gamal sur la scène politique laisse de moins en moins de doute sur la préparation d'une transition héréditaire.

Soutenu par une nouvelle génération d'hommes d'affaires éduqués à l'étranger, le fils du président a fait son entrée politique officielle en 2000 en intégrant le PND dont il est vite devenu le secrétaire général. Homme d'affaires qui a travaillé à Londres, il prône une profonde réforme économique. C'est sous son influence qu'est nommé en 2004 un nouveau gouvernement dirigé par Ahmed Nazif, composé majoritairement de technocrates et d'hommes d'affaires. Cette nouvelle équipe transforme le paysage économique égyptien, en abaissant les taxes, privatisant et ouvrant le pays aux entreprises étrangères et aux investissements. Toutefois, les mauvaises pratiques demeurent et s'amplifient. La corruption prend une ampleur exceptionnelle. Toute une clique d'hommes d'affaires liés au pouvoir confond sans vergogne ses intérêts personnels avec ceux de l'État, à l'exemple d'Ahmed Ezz, un magnat de l'acier, milliardaire, député PND et ami personnel de Gamal Moubarak.

L'ascension de cette génération engendre de sourdes luttes d'influence dans les premiers cercles du pouvoir. Si Gamal Moubarak peut compter sur le soutien de la police et du puissant ministre de l'Intérieur, Habib Al Adli, la montée d'une classe affairiste en politique et les changements qu'elle a engagés provoquent des tensions avec les responsables militaires dont le rôle prééminent au sein de l'État égyptien semble remis en question. Les forces armées occupent en

effet une place discrète mais prégnante dans le paysage politique et économique de l'Égypte. Depuis la révolution des Officiers libres en 1952, les chefs de l'État sont tous d'anciens officiers. Hosni Moubarak était ainsi général de l'armée de l'Air. Si la hiérarchie militaire ne fait pas directement de politique et ne se prononce pas en public sur les orientations prises par le régime, un nombre important de ministres et la majorité des gouverneurs sont issus de ses rangs jusqu'aux années 2000. En outre, ses officiers généraux à la retraite dirigent des entreprises d'État et l'armée elle-même détient des secteurs clefs de l'économie du pays⁸.

La classe d'affaires promue par Gamal Moubarak remet en cause un modèle économique au sein duquel les entreprises d'État dominées par l'armée occupent traditionnellement une place privilégiée sans avoir à jouer le jeu de la libre concurrence (Droz-Vincent 1999 : 21). À la fin des années 2000, rompant avec leur neutralité officielle, les militaires, et en particulier le ministre de la Défense, manifestent de plus en plus ouvertement, notamment en conseil des ministres, leur opposition à la politique de privatisation qu'ils estiment contraire aux intérêts du régime. À l'approche de l'élection présidentielle qui est censée se tenir à l'automne 2011, il apparaît de plus en plus clairement que l'armée rejette la succession dynastique et préférerait un président issu de ses rangs. Deux noms circulent, celui d'Omar Souleiman le chef des renseignements et celui d'Ahmed Chafiq, ministre de l'Aviation civile, ancien général de l'armée de l'Air.

8. Voir le chapitre 11.

Les déclencheurs de la révolution

Au-delà des difficultés économiques croissantes et de la stagnation autoritaire qui ont nourri le rejet progressif de l'État bien en amont, le déclenchement de la révolution est préparé par la montée en puissance d'un nouveau type de contestation ayant émergé dans les années 2000.

La mobilisation politique inédite qui a poussé Moubarak à la démission peut être analysée comme l'aboutissement d'une dynamique contestataire ayant vu la « multiplication de foyers de résistance » et la montée en puissance d'une nouvelle opposition évoluant en dehors des courants politiques traditionnels (El Chazli et Hassabo 2013). Plusieurs vagues de contestation constituent cette dynamique qui a été initiée par les mobilisations pro-palestiniennes puis par les manifestations hostiles à l'intervention américaine en Irak du début des années 2000 (Gunning et Baron 2013 : 29-58). Elles sont un premier creuset où se forme le militantisme égyptien. À partir de 2004, les rassemblements hostiles au régime se multiplient. Les mouvements qui émergent alors joueront un rôle clef dans la montée de la contestation contre le régime. Sous l'impulsion d'opposants, d'intellectuels et de jeunes militants, la création, en 2004, du mouvement *Kefaya*⁹, est une étape fondamentale dans la naissance d'une nouvelle génération de militants qui réclament un changement démocratique et veulent dépasser les divergences idéologiques ou partisans. Parallèlement, les manifestations ouvrières se multiplient également à la fin des années 2000. En 2008, le « Mouvement des Jeunes du 6 avril » se crée pour soutenir les manifestations ouvrières à Méhalla, une ville industrielle du Delta du Nil. Si le mouvement ne réussit pas à passer d'une mobilisation virtuelle à une mobilisation réelle, il reste actif sur Internet et s'impose à la fois dans le débat politique et sur la scène médiatique

9. « Assez » ou « ça suffit » en arabe.

égyptienne. Depuis 2008, le Mouvement du 6 avril manifeste tous les 25 janvier, jour de la fête de la Police. En février 2010, Mohamed Al Baradeï, l'ancien directeur de l'AIEA¹⁰, prix Nobel de la paix en 2005, fait son irruption dans la politique égyptienne. Jouissant alors d'un relatif consensus parmi les opposants au régime, et notamment les libéraux, il annonce sa volonté de se présenter à l'élection présidentielle. Il crée l'Association Nationale pour le Changement (ANC) qui regroupe des intellectuels, des militants issus d'autres mouvements ainsi que de nombreux jeunes. Plusieurs groupes informels se créent durant cette période, souvent liés les uns aux autres par l'intermédiaire de leurs militants. Mais, de 2004 à 2010, les manifestations organisées par ces mouvements rassemblent rarement plus de quelques centaines de militants.

La révolution de janvier 2011 est enfin le résultat de la multiplication d'étincelles révolutionnaires depuis 2010. Plusieurs événements sont à l'origine de la mobilisation croissante d'une masse populaire non politisée permettant *in fine* le déclenchement d'une dynamique révolutionnaire et le succès des manifestations de janvier 2011. En juin 2010, la mort d'un jeune Alexandrin passé à tabac par la police, Khaled Saïd, et la diffusion sur Internet de photos de son visage tuméfié et méconnaissable provoquent un choc et une politisation accrue de nombreux jeunes Égyptiens. Un groupe Facebook est créé, « nous sommes tous Khaled Saïd » qui compte bientôt plusieurs dizaines de milliers d'abonnés, et des manifestations pacifiques regroupant des milliers de personnes sont organisées. En novembre et décembre 2010, les élections législatives donnent lieu à des fraudes massives qui provoquent l'exaspération de l'opinion publique. Les Frères musulmans et le parti *Wafd*, qui est alors le principal parti officiel d'opposition, décident de boycotter le deuxième tour, laissant un parlement quasiment sans opposition.

10. Agence internationale de l'énergie atomique.

Le troisième événement majeur est la mobilisation de milliers de chrétiens coptes après l'attentat à la bombe du 31 décembre 2010 contre l'église des Deux Saints à Alexandrie, qui a fait 23 morts et 79 blessés. Des milliers de chrétiens descendent dans la rue, se heurtent aux forces de la police anti-émeute et les mettent en déroute, prouvant ainsi que la police n'est pas toute puissante. L'affaire circule sur les réseaux sociaux, des mouvements tels que celui du 6 avril annoncent leur soutien et planifient des opérations d'appui (sit-in, marches, etc.). Enfin, la chute du président tunisien Zine Al Abidine Ben Ali le 14 janvier 2011 démontre que les dictateurs peuvent céder sous le poids de la rue. L'exemple de Mohamed Bouazizi, le jeune Tunisien dont le suicide par les flammes a lancé la révolution tunisienne, est suivi par plusieurs Égyptiens qui s'immolent par le feu début janvier 2011. Mais alors que la Tunisie est au cœur de l'actualité et que la question d'un scénario similaire en Égypte se pose dans la rue et dans les médias, les experts comme les chauffeurs de taxi répondent « non » unanimement.

LA RÉVOLUTION DU 25 JANVIER 2011

Les événements révolutionnaires qui seront rapidement qualifiés de « révolution » se déroulent pendant dix-huit jours, depuis les premières manifestations du 25 janvier 2011 jusqu'à la chute d'Hosni Moubarak le 11 février 2011. Les manifestations planifiées par des groupes militants échappent largement à leurs organisateurs dès le 25 janvier. La journée clef de la révolution est celle du 28 janvier 2011 au cours de laquelle les révolutionnaires affrontent directement la police et la mettent en déroute. De nombreux épisodes marquent la révolution qui vont nourrir le narratif révolutionnaire et un certain esprit unanimiste et non partisan. Très rapidement, le rôle de l'armée est crucial : son intervention sans s'opposer aux manifestants puis son rôle dans l'éviction du Président en font un acteur majeur de la transition à venir.

Le 25 janvier 2011

Les manifestations du 25 janvier 2011 sont initialement préparées par une douzaine de responsables de groupes militants dont le Mouvement du 6 avril, les Jeunes de la campagne de soutien à Al Baradeï et les jeunes des Frères musulmans ainsi que des activistes libéraux indépendants (El Chazli et Hassabo 2013). Les militants se coordonnent avec la page Facebook « Nous sommes tous Khaled Saïd » qui rassemble plusieurs centaines de milliers de membres et appellent à se mobiliser le 25 janvier, jour de la fête de la